

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevins* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne
Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora
Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie,
Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Edouard Brainis, Pierre Blackman, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusé

Gabriela Banu, *Conseiller communal*.

Séance du 25.06.26

#Objet : Règlement relatif au recrutement de la Nouvelle Assemblée des habitants d'Auderghem

#

Séance publique

Participation citoyenne

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Considérant que la Nouvelle Assemblée des Habitants (ci-après : « la NAH ») est un dispositif de démocratie participative institué par le Règlement relatif à la Nouvelle Assemblée des Habitants d'Auderghem (ci-après : « le Règlement NAH »), adopté par le Conseil communal, qui fixe notamment les principes régissant la composition, le tirage au sort et le recrutement des membres ;

Que ledit Règlement NAH renvoie expressément au présent règlement pour les modalités détaillées du processus de recrutement, de la constitution de la liste de réserve et du traitement des données personnelles, et prévoit que ce règlement fait partie intégrante du cadre juridique régissant la NAH ;

Que le recrutement de la NAH repose sur un appel ouvert à candidatures, suivi d'un tirage au sort stratifié, complété, le cas échéant, par des démarches de mobilisation individualisée et une démarche ciblée de relais d'information et d'invitation à candidater, afin de constituer une Assemblée reflétant la diversité sociodémographique de la commune d'Auderghem, sans viser une représentativité statistique stricte ;

Que la mise en œuvre de ce processus implique la collecte et le traitement de données à caractère personnel, au sens du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après : « le RGPD »), et de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Que ces traitements sont nécessaires à l'exécution d'une mission d'intérêt public relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investie la Commune, au sens de l'article 6, paragraphe 1er, point e), du RGPD ;

Que certaines variables sociodémographiques collectées aux fins de stratification peuvent, si elles étaient diffusées hors du cadre strictement défini, exposer les personnes concernées à un risque de stigmatisation, et qu'il convient dès lors de prévoir des garanties spécifiques de confidentialité et de sécurité ;

Que la plateforme participative officielle de la Commune, hébergée et opérée techniquement par la société Go Vocal NV en qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD, est utilisée comme canal d'inscription et de gestion du formulaire de candidature, conformément à un accord de traitement de données (ci-après : « le DPA ») conclu entre la Commune et ce sous-traitant ;

Que conformément aux principes de minimisation des données et de protection des données dès la conception, consacrés notamment par les articles 5 et 25 du RGPD, le présent règlement limite la collecte de données au strict nécessaire pour la finalité poursuivie, et définit des durées de conservation proportionnées ;

Que l'article 35 du RGPD impose de réaliser une analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD/DPIA) préalablement à la mise en œuvre opérationnelle de tout traitement susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques, et qu'un tel traitement entre dans le champ d'application de cette obligation ;

Que l'objectif du présent règlement est d'établir, dans le respect du principe de légalité et des exigences du RGPD, un cadre juridique précis, transparent et opposable régissant l'ensemble du processus de recrutement de la NAH et des traitements de données personnelles y afférents ;

Arrête ce qui suit :

Chapitre Ier. — Dispositions générales

Article 1. Objet

Le présent règlement détermine :

- les modalités du processus de recrutement des membres de la Nouvelle Assemblée des Habitants d'Auderghem, y compris les étapes du tirage au sort stratifié, la constitution de la liste de réserve et les modalités complémentaires de recrutement ;
- les règles applicables au traitement des données à caractère personnel collectées dans le cadre de ce processus, conformément au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 et à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Il s'applique à l'ensemble des personnes physiques dont les données sont traitées dans le cadre du recrutement de la NAH, qu'elles soient volontaires inscrites, membres sélectionnés, réservistes ou personnes approchées dans le cadre d'une démarche ciblée de relais d'information.

Article 2. Définitions

Au sens du présent règlement, on entend par :

1. le Règlement NAH : le Règlement relatif à la Nouvelle Assemblée des Habitants d'Auderghem, adopté par le Conseil communal, dont le présent règlement constitue un texte d'exécution complémentaire ;
2. la NAH : la Nouvelle Assemblée des Habitants d'Auderghem, telle qu'instituée par le Règlement NAH ;
3. le Service Participation : le service communal chargé de la coordination opérationnelle de la NAH et désigné comme service responsable de la coordination du traitement des données personnelles au sein de la Commune ;
4. le Responsable du traitement : la commune d'Auderghem, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, en sa qualité de responsable du traitement au sens de l'article 4, point 7, du RGPD ;
5. le DPO : le délégué à la protection des données de la commune d'Auderghem, désigné conformément à l'article 37 du RGPD ;
6. le RGPD : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
7. le DPA : l'accord de traitement de données (Data Processing Agreement) conclu entre la Commune et ses sous-traitants, régissant les obligations de ces sous-traitants en matière de protection des données à caractère personnel ;
8. la DPIA : l'analyse d'impact relative à la protection des données (Data Protection Impact Assessment), réalisée conformément à l'article 35 du RGPD préalablement à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif NAH ;
9. la liste de réserve : la liste des candidats volontaires non sélectionnés lors du tirage au sort final, maintenue pendant la durée de la législature aux fins de remplacement des membres défunts ;
10. la notice RGPD NAH : le document d'information destiné aux personnes concernées, établi conformément aux articles 13 et 14 du RGPD, publié sur la page dédiée « NAH – RGPD » de la plateforme officielle de la Commune et mis à jour lors de toute modification substantielle des

modalités de traitement.

Article 3. Articulation avec le Règlement NAH

Le présent règlement est adopté en application du Règlement NAH. Il en précise, pour les matières relatives au recrutement des membres de la NAH et au traitement des données à caractère personnel, les principes et modalités d'exécution.

Le présent règlement et le Règlement NAH s'interprètent de manière complémentaire.

En cas d'incohérence entre les deux textes, le Collège soumet au Conseil communal une mise en concordance du Règlement NAH et du présent règlement.

Toute modification substantielle du présent règlement portant sur les finalités du traitement, les catégories de données collectées, les destinataires, les durées de conservation ou les bases légales fait l'objet d'une mise à jour de la notice RGPD NAH et d'une information des personnes concernées conformément aux obligations de transparence prévues aux articles 13 et 14 du RGPD.

Chapitre II. — Le processus de recrutement

Section 1re. — Principes généraux

Article 4. Modalités de recrutement

Le recrutement des membres de la NAH repose sur trois modalités complémentaires, mises en œuvre selon l'ordre de priorité suivant :

1. un appel ouvert à candidatures suivi d'un tirage au sort stratifié parmi les personnes inscrites volontairement ;
2. des actions de mobilisation individualisée et d'accompagnement à l'inscription, destinées à atteindre des publics habituellement sous-représentés dans les démarches participatives ;
3. une démarche ciblée de relais d'information et d'invitation à candidater, mise en œuvre à titre complémentaire lorsque certains profils demeurent sous-représentés à l'issue du tirage au sort.

Ces modalités visent à constituer une Assemblée reflétant la diversité sociodémographique de la commune d'Auderghem, sans poursuivre une représentativité statistique stricte.

Le processus de recrutement est géré en interne par le Service Participation. Il a lieu au début de chaque nouvelle législature. Pendant la législature, les remplacements éventuels sont opérés au fur et à mesure via la liste de réserve, selon les modalités prévues par le Règlement NAH et par le présent règlement, afin d'assurer la continuité des travaux de l'Assemblée.

Section 2e. — L'appel ouvert à candidatures et le tirage au sort stratifié

Article 5. Organisation de l'appel ouvert

La Commune organise un appel ouvert à candidatures, diffusé via les canaux officiels de communication (envoi toutes-boîtes, site web officiel de la Commune, plateforme participative officielle). Cet appel invite les habitants à s'inscrire volontairement pour participer au tirage au sort.

L'appel précise :

- le caractère entièrement volontaire de la participation ;
- le déroulé du processus (inscription → tirage au sort stratifié → constitution du panel et de la liste de réserve) ;
- les modalités d'accès à la notice RGPD NAH, publiée sur la page dédiée de la plateforme officielle.

Afin de favoriser une diversité de candidatures, la Commune peut intensifier les actions de mobilisation pendant la période d'appel lorsque certains profils paraissent sous-représentés parmi les inscriptions reçues.

Conformément au Règlement NAH, la Commune ne recourt pas aux registres de la population pour constituer un échantillon nominatif d'invitation dans le cadre du présent dispositif.

Article 6. Formulaire d'inscription

Les candidats s'inscrivent au moyen d'un formulaire unique, accessible via la plateforme participative officielle de la Commune. Ce formulaire peut être complété :

- directement en ligne par la personne concernée ;
- avec l'aide d'un agent communal habilité, dans le cadre de permanences ou d'une assistance téléphonique ;
- au moyen d'un support papier, ensuite encodé ou numérisé sur la plateforme par un agent communal

habilité.

Quelle que soit la modalité utilisée, l'inscription est enregistrée exclusivement au moyen de ce formulaire unique, dans les systèmes d'information de la Commune.

Le formulaire collecte les données suivantes, nécessaires au tirage au sort stratifié et à la gestion des membres :

1. Données d'identification :

- prénom, nom ;
- adresse de résidence, utilisée pour déterminer le quartier ou secteur de résidence aux fins de stratification.

2. Données sociodémographiques :

- genre (femme / homme) ;
- année de naissance (AAAA), utilisée pour calculer la tranche d'âge selon les classes suivantes : 18–24 / 25–34 / 35–49 / 50–64 / 65 ans et plus ;
- niveau d'éducation (diplôme obtenu) : primaire / secondaire / supérieur non universitaire / universitaire ;
- situation professionnelle : étudiant(e) / sans emploi / employé(e) / indépendant(e) / retraité(e) / en charge du foyer ;
- type de ménage : personne seule / couple sans enfant / famille monoparentale / famille biparentale / colocation / autre ;
- nombre d'enfants à charge : 0 / 1 / 2 / 3 ou plus ;
- durée de résidence à Auderghem : moins d'un an / d'un an à moins de cinq ans / de cinq ans à moins de dix ans / de dix ans à moins de vingt ans / vingt ans ou plus ;
- type de logement : propriétaire / locataire privé / locataire social / colocation / logement étudiant (kot) / autre.

3. Données de contact et de participation :

- adresse courriel et/ou numéro de téléphone ;
- langue dans laquelle la personne souhaite s'exprimer lors des travaux de l'Assemblée.

Le formulaire renvoie vers la notice RGPD NAH, accessible sur la page dédiée de la plateforme officielle. L'accès à cette notice est une condition préalable à la validation de l'inscription.

Les variables sociodémographiques susceptibles, par leur combinaison, d'exposer à un risque d'identification indirecte ou de stigmatisation ne sont accessibles qu'aux agents communaux habilités du Service Participation et ne sont utilisées qu'aux fins de stratification. Elles ne sont ni publiées, ni communiquées aux membres de l'Assemblée, ni partagées à des tiers, sauf obligation légale.

Article 7. Tirage au sort final et constitution du panel

Au sein de l'échantillon constitué des candidatures volontaires recueillies via le formulaire d'inscription, le Service Participation réalise un tirage au sort final visant à constituer le panel de membres et la liste de réserve. Le nombre de 33 membres composant le panel est fixé par le règlement relatif à la Nouvelle Assemblée des Habitants d'Auderghem.

À la clôture de l'appel à candidatures, la liste des candidatures recevables est arrêtée et figée dans un état horodaté. Toute modification ultérieure de cette liste fait l'objet d'une traçabilité formalisée et motivée.

Le tirage au sort est effectué sur la base d'un jeu de données pseudonymisé ou anonymisé lorsque cela est techniquement possible, de manière à limiter l'accès aux données directement identifiantes lors de l'opération de sélection.

Le processus de tirage au sort fait l'objet d'une traçabilité formalisée par le Service Participation. Cette traçabilité mentionne au minimum :

- la date du tirage ;
- le nombre de candidatures prises en compte ;

- les critères de stratification appliqués ;
- les modalités techniques utilisées ;
- le résultat du tirage au sort ;
- la constitution du panel final et de la liste de réserve.

Le tirage au sort et la constitution du panel font l'objet d'une vérification interne par au moins deux agents communaux habilités, distincts lorsque cela est possible, afin de garantir le respect des règles du dispositif, l'intégrité du processus et l'absence de sélection discrétionnaire de candidatures.

Aucune candidature recevable ne peut être exclue du tirage au sort autrement que pour un motif objectif, vérifiable et tracé, lié au non-respect des conditions prévues par le présent règlement ou par le règlement relatif à la Nouvelle Assemblée des Habitants.

À cette fin, les candidatures sont réparties selon les critères de diversité définis à l'article 8 et renseignés dans le formulaire d'inscription, de manière à permettre l'identification de profils sociodémographiques au sein de l'échantillon et la constitution d'un panel diversifié, ainsi que d'une liste de réserve.

Les personnes sélectionnées sont contactées individuellement afin de confirmer leur participation. En cas de refus, un remplacement est opéré via la liste de réserve, en recherchant un profil similaire, afin de préserver la diversité de l'Assemblée.

Pour la législature en cours, le panel est constitué par un tirage au sort unique réalisé au début de la législature. Les remplacements sont effectués au fur et à mesure via la liste de réserve, conformément au Règlement NAH, afin d'assurer la continuité des travaux et la cohérence de la contribution collective de l'Assemblée, notamment dans la préparation du mémorandum.

Si la liste de réserve est épuisée avant la fin de la législature et qu'un remplacement s'avère nécessaire, la Commune peut organiser un appel complémentaire à candidatures suivi, le cas échéant, d'un tirage au sort stratifié complémentaire, selon les principes définis par le présent règlement.

Article 8. Critères de stratification

Le tirage au sort stratifié est réalisé sur la base des critères suivants, aux fins exclusives de garantir la diversité du panel :

- genre (femme / homme) ;
- tranche d'âge, calculée à partir de l'année de naissance, selon les classes définies à l'article 6, point B) ;
- niveau d'éducation ;
- situation professionnelle ;
- type de ménage et nombre d'enfants à charge ;
- durée de résidence à Auderghem ;
- type de logement ;
- langue de participation ;
- localisation (quartier ou secteur), déduite de l'adresse renseignée volontairement.

Ces critères visent la diversité du panel. Ils ne poursuivent pas une représentativité statistique stricte de la population auderghemoise.

Article 9. Information des candidats selon leur statut

À l'issue du tirage au sort, chaque candidat est informé individuellement de son statut selon les modalités suivantes :

- Candidat sélectionné : le Service Participation notifie à la personne sa sélection et lui demande de confirmer sa participation. La notification précise les droits et obligations liés au mandat, ainsi que les informations relatives au traitement de ses données.
- Candidat placé sur liste de réserve : le Service Participation informe la personne de son statut de réserviste, de la finalité de la liste de réserve (remplacement d'un membre défaillant), de la durée de conservation de ses données et des modalités de contact en cas d'appel.
- Candidat non retenu : le Service Participation informe la personne de sa non-sélection et de la suppression de ses données conformément aux durées de conservation prévues à l'article 19.

Section 3e. — Les modalités complémentaires de recrutement

Article 10. Mobilisation individualisée et actions de proximité

En complément de l'appel ouvert, la Commune peut mettre en œuvre des actions de mobilisation individualisée et d'accompagnement à l'inscription, afin de faciliter la candidature de publics habituellement sous-représentés, dans la limite des moyens disponibles. Ces actions peuvent inclure notamment des permanences, une assistance téléphonique, un support papier ou des actions de terrain.

Lorsque des agents de terrain, notamment les éducateurs de rue relevant du Service Prévention, participent à ces actions, ils agissent en qualité d'agents communaux sous l'autorité du Responsable du traitement, et non en qualité de sous-traitants.

Après la constitution du panel, une mobilisation individualisée ciblée peut être mise en place par le Service Participation pour faciliter l'engagement effectif des personnes sélectionnées et, le cas échéant, des réservistes.

Article 11. Démarche ciblée de relais d'information

Si, à l'issue du tirage au sort final, certaines catégories de population ou certaines zones du territoire communal demeurent manifestement sous-représentées au sein du panel et de la liste de réserve, le Service Participation peut mettre en œuvre, avec l'appui du réseau associatif local et du Service Prévention, une démarche ciblée de relais d'information et d'invitation à candidater.

Au sens du présent règlement, la localisation territoriale est appréciée sur la base des secteurs statistiques au sens de Statbel, tels qu'exploités à l'échelle bruxelloise par l'IBSA.

Dans ce cadre, les structures partenaires informent les personnes concernées de l'existence du dispositif et des modalités de candidature. La transmission de données à caractère personnel à la Commune n'intervient que si la personne concernée a été informée au préalable de cette transmission et a expressément demandé à être recontactée par la Commune dans le cadre de la NAH.

La transmission est limitée aux nom, prénom et coordonnées strictement nécessaires.

Aucune donnée relative à l'aide sociale, à l'état de santé ou à toute autre donnée relevant de l'article 9 du RGPD ne peut être transmise.

Le Service Participation informe la personne concernée au plus tard lors du premier contact direct, au moyen d'un support d'information établi conformément à l'article 14 du RGPD, précisant notamment la source des données, les finalités, la base légale du traitement et les droits de la personne concernée.

La participation se fait sur base volontaire ; toute personne approchée est libre d'accepter ou de refuser, sans conséquence.

Chapitre III. — Traitement des données à caractère personnel

Section 1re. — Responsable du traitement et base légale

Article 12. Responsable du traitement

Le responsable du traitement des données à caractère personnel collectées dans le cadre du recrutement et du fonctionnement de la NAH est la commune d'Auderghem, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

La coordination opérationnelle du traitement est assurée par le Service Participation, sous l'autorité du Collège.

Pour toute question ou réclamation relative au traitement de ses données personnelles, toute personne concernée peut s'adresser au Délégué à la protection des données de la Commune, dont les coordonnées sont publiées sur la page dédiée « NAH – RGPD » de la plateforme officielle de la Commune et sur le site web communal.

Article 13. Base légale du traitement

Les traitements de données à caractère personnel nécessaires à la constitution et au fonctionnement de la NAH sont mis en œuvre sur la base de l'article 6, paragraphe 1er, point e), du RGPD : le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public dans le cadre du présent règlement et du Règlement NAH, adoptés par le Conseil communal.

Article 14. Analyse d'impact (DPIA)

Conformément à l'article 35 du RGPD, une analyse d'impact relative à la protection des données est réalisée préalablement à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif NAH, y compris ses composantes de recrutement, de fonctionnement, de versement des indemnités, de publication des livrables et, le cas échéant, de captation photo/vidéo.

Cette analyse est mise à jour en cas de modification substantielle du traitement.

Elle est tenue à la disposition de l'Autorité de protection des données sur demande, conformément au RGPD.

Section 2e. — Finalités et catégories de données traitées

Article 15. Finalités du traitement

Les données à caractère personnel collectées dans le cadre du présent règlement sont traitées aux fins exclusives suivantes :

- organisation de l'appel ouvert à candidatures et gestion des inscriptions volontaires ;
- constitution de la NAH par tirage au sort stratifié parmi les personnes inscrites ;
- constitution et gestion de la liste de réserve, dans la limite des candidatures disponibles et des besoins de remplacement, ainsi que remplacements au fil de l'eau si nécessaire;
- communication avec les membres sélectionnés, les réservistes et les candidats non retenus ;
- organisation des travaux de l'Assemblée pendant la durée du mandat ;
- versement des indemnités forfaitaires de participation aux membres sélectionnés.

Toute utilisation des données à d'autres fins que celles mentionnées ci-dessus est interdite, sauf obligation légale.

Article 16. Catégories de données traitées

Les catégories de données traitées sont les suivantes :

§ 1er. Données d'identification et de contact :

nom, prénom, adresse de résidence, adresse courriel ou numéro de téléphone.

§ 2. Données sociodémographiques (non sensibles) :

genre, année de naissance, tranche d'âge calculée, niveau d'éducation, situation professionnelle, type de ménage, nombre d'enfants à charge, durée de résidence à Auderghem, type de logement, langue de participation, localisation déduite de l'adresse.

§ 3. Données financières (membres sélectionnés uniquement) :

numéro de compte bancaire (IBAN), collecté exclusivement aux fins du versement de l'indemnité de participation.

§ 4. Données techniques

les données générées automatiquement lors de l'utilisation de la plateforme, telles que la date et l'heure d'accès, les traces de fonctionnement, les informations nécessaires à la sécurité de la plateforme et à la détection d'incidents, dans la stricte mesure nécessaire au bon fonctionnement, à l'audit et à la sécurité du service.

§ 5. Données optionnelles :

photographies et enregistrements vidéo identifiants pris lors d'événements liés à la NAH, uniquement si la personne concernée y a expressément consenti dans le cadre d'un accord de consentement distinct.

§ 6. Exclusion des données sensibles :

La Commune ne collecte pas de données relevant de l'article 9 du RGPD, telles que les données de santé, l'origine ethnique ou raciale, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, ou les données relatives à l'aide sociale. Aucun justificatif médical, certificat ou information relative à la santé n'est collecté ni conservé. Seule la qualification « absence justifiée » ou « absence non justifiée » peut être enregistrée à des fins de suivi de la participation effective aux travaux, selon les modalités prévues par le règlement relatif à la Nouvelle Assemblée des Habitants d'Auderghem.

Section 3e. — Destinataires et sous-traitants

Article 17. Destinataires des données

Les données à caractère personnel sont accessibles uniquement aux destinataires suivants, dans la stricte limite de leurs attributions :

- les agents habilités du Service Participation, pour la constitution et le fonctionnement de la NAH ;
- le Service Finances de la Commune, pour les données strictement nécessaires au versement des indemnités de participation (notamment l'IBAN) des membres sélectionnés ;
- l'hébergeur et exploitant de la plateforme participative officielle et du formulaire d'inscription, dans les conditions définies au DPA ; cet hébergeur et exploitant ne traite les données que sur instruction documentée de la Commune et ne peut y accéder à d'autres fins ;
- les sous-traitants ultérieurs de l'hébergeur et exploitant de la plateforme participative officielle,

uniquement après autorisation écrite préalable de la Commune et sous réserve qu'ils soient soumis à des obligations équivalentes de protection des données ;

- les membres effectivement installés de l'Assemblée : uniquement le prénom et un canal de contact unique, choisi ou validé par la personne concernée, dans la stricte mesure nécessaire à l'organisation des travaux de l'Assemblée.

Aucune donnée à caractère personnel n'est transmise à des tiers extérieurs au dispositif sans base légale appropriée au sens du RGPD.

Article 18. Lieu du traitement et transferts hors EEE

À la date d'entrée en vigueur du présent règlement, aucun transfert de données à caractère personnel hors de l'Espace économique européen n'est effectué dans le cadre du dispositif NAH.

Si, à l'avenir, un transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers ou une organisation internationale devait intervenir, il ne pourrait avoir lieu que dans le respect des conditions prévues aux articles 44 à 49 du RGPD. La Commune en informerait préalablement les personnes concernées dans la notice RGPD NAH.

Section 4e. — Durées de conservation

Article 19. Durées de conservation

Les données à caractère personnel sont conservées pour les durées suivantes, à compter de leur collecte ou de l'événement déclencheur précisé :

Catégorie de données	Durée de conservation	Personnes concernées
Candidats inscrits non retenus et non repris sur la liste de réserve	Jusqu'à la constitution définitive du panel et de la liste de réserve, puis suppression dans un délai de trente (30) jours.	Toutes personnes inscrites non sélectionnées.
Réservistes (liste de réserve)	Pendant toute la durée de la législature, aux seules fins de remplacement au fil de l'eau, puis suppression dans un délai de trente (30) jours à l'issue de celle-ci	Candidats inscrits non sélectionnés lors du tirage au sort.
Membres sélectionnés	Pendant toute la durée du mandat, augmentée d'un (1) an à compter de la fin de celui-ci, afin de permettre la clôture administrative du dispositif, la gestion d'éventuelles contestations ou vérifications, ainsi que l'achèvement des obligations administratives liées au mandat, puis destruction sécurisée.	Membres actifs de l'Assemblée.
Données financières (IBAN)	Conformément aux obligations légales de conservation des pièces comptables applicables aux communes (arrêt définitif des comptes + dix ans).	Membres sélectionnés bénéficiaires d'une indemnité.
Données techniques (logs)	Douze (12) mois à compter de leur génération, puis suppression ou anonymisation.	Toutes personnes ayant utilisé la plateforme.

Catégorie de données	Durée de conservation	Personnes concernées
Photos / vidéos (optionnel)	Pendant la durée du mandat de la NAH, sans pouvoir excéder deux (2) ans à compter de la prise, ou jusqu'au retrait du consentement si celui-ci intervient avant l'échéance, puis suppression.	Personnes ayant consenti à la captation.

En fin de prestation, l'hébergeur et exploitant de la plateforme participative officielle restitue ou exporte les données selon la clause de réversibilité prévue au DPA, puis supprime ou détruit toutes les copies restantes après transfert, conformément aux instructions documentées du Responsable du traitement.

Section 5e. — Sécurité des données

Article 20. Mesures de sécurité

Le Service Participation met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir un niveau de sécurité adapté au risque, conformément à l'article 32 du RGPD. Ces mesures comprennent notamment :

- l'accès aux données limité aux seuls agents communaux habilités, sur la base du principe du besoin d'en connaître ;
- le stockage sécurisé des données sur les infrastructures de la Commune et, pour la plateforme participative, chez l'hébergeur et exploitant de la plateforme participative officielle, dans le cadre des garanties prévues au DPA ;
- la destruction sécurisée des données à l'expiration des durées de conservation définies à l'article 19 ;
- la pseudonymisation ou l'anonymisation des données lors de l'opération de tirage au sort, dans la mesure où cela est techniquement possible.

En cas de violation de données à caractère personnel, l'hébergeur et exploitant de la plateforme participative officielle notifie la Commune sans délai et au plus tard dans les vingt-quatre (24) heures suivant la prise de connaissance de l'incident, avec toute la documentation utile permettant à la Commune de respecter ses obligations de notification à l'Autorité de protection des données conformément à l'article 33 du RGPD.

Section 6e. — Droits des personnes concernées

Article 21. Droits applicables

Toute personne concernée par les traitements régis par le présent règlement dispose, dans les conditions et selon les limites prévues par le RGPD, des droits suivants :

- droit d'accès aux données la concernant (art. 15 RGPD) ;
- droit de rectification des données inexactes ou incomplètes (art. 16 RGPD) ;
- droit à l'effacement dans les cas prévus par le RGPD et dans les limites applicables à la mission d'intérêt public (art. 17 RGPD) ;
- droit à la limitation du traitement (art. 18 RGPD) ;
- droit d'opposition au traitement, pour des raisons tenant à sa situation particulière (art. 21 RGPD), sous réserve des motifs légitimes impérieux pouvant prévaloir ;
- droit au retrait du consentement lorsque le traitement repose sur le consentement, ce retrait n'affectant pas la licéité du traitement antérieur ;
- droit à la portabilité dans les cas où ce droit est applicable.

L'exercice de ces droits s'effectue dans les conditions prévues par le RGPD et sans préjudice des limitations éventuellement imposées par la nature de la mission d'intérêt public poursuivie.

Article 22. Exercice des droits et recours

Pour exercer les droits visés à l'article 21 ou pour toute question relative au traitement de ses données, la personne concernée adresse sa demande au Délégué à la protection des données de la Commune, dont les coordonnées sont publiées sur la page dédiée « NAH – RGPD » de la plateforme officielle.

La Commune répond à toute demande d'exercice de droits dans le délai d'un (1) mois à compter de la réception de la demande, conformément à l'article 12 du RGPD. Ce délai peut être prolongé de deux (2)

mois supplémentaires en cas de demandes complexes ou nombreuses, à charge pour la Commune d'en informer la personne concernée dans le délai initial.

Toute personne concernée qui estime que le traitement de ses données à caractère personnel méconnaît le RGPD ou la loi du 30 juillet 2018 peut introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données (Rue de la Presse, 35 — 1000 Bruxelles — www.autoriteprotectiondonnees.be), sans préjudice de tout autre recours administratif ou juridictionnel.

Section 7e. — Sous-traitance et articulation avec le DPA

Article 23. Obligations du sous-traitant

L'hébergeur et exploitant de la plateforme participative officielle, en qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD, traite les données à caractère personnel uniquement sur instructions documentées de la Commune. Le recours à des sous-traitants ultérieurs est soumis à l'autorisation écrite préalable de la Commune.

Les obligations du sous-traitant sont précisées dans le DPA conclu avec la Commune, conformément à l'article 28 du RGPD.

Le DPA complète le présent règlement sans pouvoir y déroger ni en réduire les garanties au détriment des personnes concernées.

En cas d'incohérence, la Commune veille à mettre le DPA en conformité avec le présent règlement et avec le RGPD.

Article 24. Registre des activités de traitement

Les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre du recrutement et du fonctionnement de la NAH sont répertoriés dans le registre des activités de traitement de la Commune, tenu par le Service Participation sous la supervision du Délégué à la protection des données, conformément à l'article 30 du RGPD.

Section 8e. — Transparence et information

Article 25. Notice RGPD NAH et publicité du processus

Le processus de recrutement, le contenu du formulaire d'inscription et les informations relatives au traitement des données à caractère personnel sont rendus accessibles au public via les canaux officiels de la Commune, notamment via la plateforme participative officielle de la Commune et la page dédiée « NAH – RGPD ».

La notice RGPD NAH comprend au moins les informations suivantes : finalités du traitement, catégories de données collectées, base légale, destinataires, durées de conservation, droits des personnes concernées et modalités de leur exercice.

Toute mise à jour substantielle des modalités de traitement — portant sur les finalités, les catégories de données, les destinataires, les durées de conservation ou les bases légales — fait l'objet d'une mise à jour de la notice RGPD NAH et d'une information des personnes concernées, conformément aux articles 13 et 14 du RGPD.

Toute modification du sous-traitant chargé de l'hébergement et de l'exploitation de la plateforme participative officielle fait également l'objet d'une mise à jour de la notice RGPD NAH.

Chapitre IV. — dispositions finales

Article 26. Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur simultanément à l'entrée en vigueur du Règlement NAH.

Article 27. Exécution

Le Collège des Bourgmestre et Échevins est chargé de l'exécution du présent règlement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 26 juin 2026

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne
Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora
Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie,
Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Edouard Brainis, Pierre Blackman, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Gabriela Banu, *Gemeenteraadslid*.

Zitting van 25.06.26

#Onderwerp : Reglement betreffende de selectie voor de Nieuwe Vergadering van de Inwoners van Oudergem #

Openbare zitting

Burgerprojecten

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet,

Overwegende dat de Nieuwe Assemblee van de Inwoners (hierna "NAI" genoemd) een participatief democratisch mechanisme is dat wordt ingesteld door het Reglement betreffende de Nieuwe Assemblee van de Inwoners van Oudergem (hierna "NAI-reglement" genoemd), aangenomen door de Gemeenteraad, waarin met name de principes voor de samenstelling, loting en selectie van de leden zijn vastgelegd;

Dat het genoemde NAI-reglement uitdrukkelijk naar dit reglement verwijst voor de details van de selectieprocedure, de samenstelling van de reservelijst en de verwerking van persoonsgegevens, en bepaalt dat dit reglement integraal deel uitmaakt van het juridisch kader van de NAI;

Dat de selectie voor de NAI gebeurt met een open oproep tot kandidaatstelling, gevolgd door een gestratificeerde loting, eventueel aangevuld met individuele mobiliserende initiatieven en gerichte informatieverstrekking en uitnodiging tot kandidaatstelling, om een Assemblee samen te stellen die de sociodemografische diversiteit van de gemeente Oudergem weerspiegelt, zonder een strikte statistische representativiteit na te streven;

Dat de uitvoering van deze procedure inhoudt dat er persoonsgegevens worden verzameld en verwerkt in de zin van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens (hierna: "de AVG") en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

Dat deze verwerkingen noodzakelijk zijn voor de vervulling van een taak van algemeen belang in het kader van de uitoefening van het openbaar gezag dat aan de gemeente werd toegekend, in de zin van artikel 6, lid 1, punt e) van de AVG;

Dat bepaalde sociodemografische variabelen die voor stratificatiedoelinden worden verzameld, bij verspreiding buiten het strikt gedefinieerde kader, de betrokken personen kunnen blootstellen aan het risico van stigmatisering, en dat daarom specifieke garanties inzake vertrouwelijkheid en veiligheid moeten worden geboden;

Dat het officiële participatieplatform van de gemeente, gehost en technisch beheerd door het bedrijf Go Vocal NV als verwerker in de zin van artikel 28 van de AVG, wordt gebruikt als kanaal voor de registratie

en het beheer van het inschrijvingsformulier, in overeenstemming met een gegevensverwerkingsovereenkomst (hierna "DPA") gesloten tussen de gemeente en deze verwerker;

Dat in overeenstemming met de beginselen van minimale gegevensverwerking en gegevensbescherming door ontwerp, die met name zijn vastgelegd in de artikelen 5 en 25 van de AVG, deze verordening het verzamelen van gegevens beperkt tot wat strikt noodzakelijk is voor het nagestreefde doel, en proportionele bewaartermijnen vaststelt;

Dat artikel 35 van de AVG vereist dat een gegevensbeschermingseffectbeoordeling (GEB/DPIA) wordt uitgevoerd voorafgaand aan de operationele uitvoering van elke verwerking die waarschijnlijk een hoog risico inhoudt voor de rechten en vrijheden van natuurlijke personen, en dat een dergelijke verwerking binnen het toepassingsgebied van deze verplichting valt;

Dat het doel van deze regels is om, in overeenstemming met het legaliteitsbeginsel en de vereisten van de AVG, een nauwkeurig, transparant en afdwingbaar wettelijk kader vast te stellen voor het gehele selectieproces van de NAI en de daarmee verband houdende verwerking van persoonsgegevens;

Besluit het volgende:

Hoofdstuk I — Algemene Bepalingen

Artikel 1. Voorwerp

Dit reglement bepaalt:

- de modaliteiten van de selectieprocedure voor de leden van de Nieuwe Assemblee van de Inwoners van Oudergem, met inbegrip van de fasen van de gestratificeerde loting, de samenstelling van de reservelijst en de aanvullende selectiemodaliteiten;
- de regels die van toepassing zijn op de verwerking van persoonsgegevens die worden verzameld in het kader van deze procedure, in overeenstemming met Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.

Het is van toepassing op alle natuurlijke personen van wie de gegevens worden verwerkt in het kader van de selectie voor de NAI, en dit geldt voor zowel vrijwillige kandidaten, geselecteerde leden, reserves en personen die benaderd zijn in het kader van gerichte informatieverstrekking.

Artikel 2. Definities

In de zin van dit reglement wordt verstaan onder:

1. NAI-reglement: het Reglement betreffende de Nieuwe Assemblee van de Inwoners van Oudergem, aangenomen door de gemeenteraad, waarvan dit reglement een aanvullende uitvoeringstekst vormt;
2. NAI: de Nieuwe Assemblee van de Inwoners van Oudergem, zoals opgericht door het NAI-reglement;
3. Dienst Participatie: de gemeentedienst die verantwoordelijk is voor de operationele coördinatie van de NAI en is aangesteld als verantwoordelijke dienst voor de coördinatie van de verwerking van persoonsgegevens binnen de gemeente;
4. verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Oudergem, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in haar hoedanigheid van verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4, punt 7, van de AVG;
5. DPO: de functionaris voor gegevensbescherming van de gemeente Oudergem, aangesteld overeenkomstig artikel 37 van de AVG;
6. AVG: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens;
7. DPA: de gegevensverwerkingsovereenkomst (Data Processing Agreement) tussen de gemeente en haar verwerkers, waarin de verplichtingen van deze verwerkers met betrekking tot de bescherming van persoonsgegevens zijn vastgelegd;
8. DPIA: de gegevensbeschermingseffectbeoordeling (Data Protection Impact Assessment), die in overeenstemming met artikel 35 van de AVG wordt uitgevoerd voorafgaand aan de operationele uitvoering van de NAI;
9. reservelijst: de lijst met vrijwillige kandidaten die niet zijn geselecteerd bij de finale loting, bijgehouden voor de duur van de legislatuur om leden die in gebreke blijven te vervangen;
10. NAI-privacyverklaring: informatiedocument voor de betrokkenen, opgesteld in overeenstemming met

de artikelen 13 en 14 van de AVG, gepubliceerd op de speciale pagina "NAI – AVG" van het officiële platform van de gemeente en bijgewerkt wanneer er substantiële wijzigingen zijn aan de modaliteiten voor de verwerking.

Artikel 3. Overeenstemming met het NAI-reglement

Dit reglement wordt goedgekeurd in toepassing van het NAI-reglement. Het bevat de uitvoeringsbeginselen en -modaliteiten met betrekking tot de selectie van de NAI-leden en de verwerking van persoonsgegevens.

Dit reglement en het NAI-reglement vullen elkaar aan.

In geval van tegenstrijdigheid tussen beide teksten legt het college de gemeenteraad een voorstel voor om het NAI-reglement in overeenstemming te brengen met dit reglement.

Elke substantiële wijziging van dit reglement met betrekking tot de verwerkingsdoeleinden, gegevenscategorieën, ontvangers, bewaartermijnen of wettelijke grondslagen, gaat gepaard met een wijziging van de NAI-privacyverklaring en wordt megedeeld aan de betrokkenen in overeenstemming met de transparantieplichtingen zoals bedoeld in artikelen 13 en 14 van de AVG.

Hoofdstuk II — De Selectieprocedure

Afdeling 1 — Algemene principes

Artikel 4. Selectiemodaliteiten

De selectie van NAI-leden gebeurt op drie complementaire manieren, in deze prioritaire volgorde:

1. een open oproep tot kandidaatstelling, gevolgd door een gestratificeerde loting onder de vrijwillig ingeschreven kandidaten;
2. individuele mobiliserende initiatieven en begeleiding bij inschrijving, bedoeld om doelgroepen te bereiken die doorgaans ondervertegenwoordigd blijven in participatieve initiatieven;
3. gerichte informatieverstrekking en uitnodiging tot kandidaatstelling, als aanvullende maatregel wanneer bepaalde profielen ondervertegenwoordigd blijven na de loting.

Deze modaliteiten moeten ervoor zorgen dat er een Assemblee wordt gevormd die de sociodemografische diversiteit van de gemeente Oudergem weerspiegelt, zonder een strikte statistische representativiteit na te streven.

De selectieprocedure wordt intern beheerd door de Dienst Participatie. De selectie gebeurt aan het begin van elke nieuwe legislatuur. Tijdens de legislatuur worden eventuele vervangingen doorgevoerd via de reservelijst, volgens de procedures die zijn vastgelegd in het NAI-reglement en dit reglement, om de continuïteit van de werkzaamheden van de Assemblee te waarborgen.

Afdeling 2 — Open oproep tot kandidaatstelling en gestratificeerde loting

Artikel 5. Organisatie van de open oproep

De gemeente organiseert een open oproep tot kandidaatstelling via de officiële communicatiekanalen (ongeadresseerd drukwerk, officiële website van de gemeente, officieel participatieplatform). De oproep nodigt inwoners uit om zich vrijwillig in te schrijven voor de loting.

De oproep vermeldt:

- het geheel vrijwillige karakter van deelname;
- het verloop van de procedure (inschrijving → gestratificeerde loting → samenstelling van het panel en de reservelijst);
- de modaliteiten voor toegang tot de NAI-privacyverklaring, gepubliceerd op de speciale pagina van het officiële platform.

Ter bevordering van de diversiteit van de kandidaturen, kan de gemeente tijdens de periode van de oproep haar mobiliserende initiatieven opdrijven als blijkt dat bepaalde profielen ondervertegenwoordigd blijven in de ontvangen kandidaturen.

Conform het NAI-reglement maakt de gemeente voor deze selectieprocedure geen gebruik van de bevolkingsregisters om een specifieke groep te creëren en op naam uit te nodigen.

Artikel 6. Inschrijvingsformulier

Kandidaten schrijven zich in via een formulier op het officiële participatieplatform van de gemeente. Dit formulier kan ingevuld worden:

- door de betrokkene zelf, rechtstreeks online;

- met de hulp van een dienstdoende gemeenteambtenaar of per telefoon;
- op papier, dat vervolgens door een bevoegd gemeenteambtenaar gedigitaliseerd wordt op het platform.

Welke methode er ook wordt gebruikt, inschrijven kan uitsluitend via dit formulier op het informatiesysteem van de gemeente.

Het formulier verzamelt de volgende gegevens, die nodig zijn voor de gestratificeerde loting en voor het ledenbeheer:

A) Identificatiegegevens:

- voornaam, naam;
- adres, om de wijk of sector van de woonplaats te bepalen voor de gestratificeerde loting.

B) Sociodemografische gegevens:

- geslacht (vrouw/man);
- geboortjaar (JJJJ), om de volgende leeftijdscategorieën te bepalen: 18-24 / 25-34 / 35-49 / 50-64 / 65 en ouder;
- opleidingsniveau (behaald diploma): lager / secundair / hoger niet-universitair / universitair;
- beroepssituatie: student(e) / werkloos / bediende / zelfstandige / gepensioneerd / huisvrouw/-man;
- type huishouden: alleenstaand / koppel zonder kinderen / eenoudergezin / tweeoudergezin / woningdelen / overige;
- aantal kinderen ten laste: 0 / 1 / 2 / 3 of meer;
- verblijfsduur in Oudergem: minder dan één jaar / 2 tot 5 jaar / 5 tot 10 jaar / 10 tot 20 jaar / meer dan 20 jaar;
- huisvestingstype: eigenaar / particuliere huurder / sociale huurder / woningdelen / overige.

C) Gegevens voor contact en deelname:

- e-mailadres of telefoonnummer;
- taal die men wenst te gebruiken tijdens de werkzaamheden van de Assemblee.

Het formulier linkt naar de NAI-privacyverklaring op de speciale pagina van het officiële platform. Deze privacyverklaring doornemen is een voorwaarde om de inschrijving te bevestigen.

Sociodemografische variabelen die, wanneer gecombineerd, kunnen leiden tot onrechtstreekse identificatie of stigmatisering, zijn alleen toegankelijk voor bevoegde gemeenteambtenaren van de Dienst Participatie en worden alleen gebruikt voor de gestratificeerde loting. Ze worden niet gepubliceerd, niet gecommuniceerd aan leden van de Assemblee en niet gedeeld met derden, tenzij dit wettelijk verplicht is.

Artikel 7. Finale loting en samenstelling van het panel

Binnen de steekproef van vrijwillige kandidaturen die via het inschrijvingsformulier werden verzameld, organiseert de Dienst Participatie een finale loting met het oog op de samenstelling van het ledenpanel en de reservelijst. Het aantal van 33 leden waaruit het panel bestaat, wordt vastgesteld door het reglement betreffende de Nieuwe Assemblee van de Inwoners van Oudergem.

Na afsluiting van de oproep tot kandidaturen wordt de lijst van ontvankelijke kandidaturen vastgesteld en bevroren in een gedateerde en van tijdsaanduiding voorziene stand. Elke latere wijziging van deze lijst wordt formeel en gemotiveerd getraceerd.

De loting gebeurt op basis van een gepseudonimiseerd of geanonimiseerd gegevensbestand, wanneer dit technisch mogelijk is, teneinde de toegang tot rechtstreeks identificerende gegevens tijdens de selectiehandeling te beperken.

Het lotingsproces wordt door de Dienst Participatie formeel traceerbaar gemaakt. Deze traceerbaarheid vermeldt ten minste:

- de datum van de loting;
- het aantal in aanmerking genomen kandidaturen;
- de toegepaste stratificatiecriteria;
- de gebruikte technische werkwijze;

- het resultaat van de loting;
- de samenstelling van het definitieve panel en van de reservelijst.

De loting en de samenstelling van het panel worden intern gecontroleerd door ten minste twee daartoe gemachtigde gemeentelijke personeelsleden, die, waar mogelijk, van elkaar onderscheiden zijn, teneinde de naleving van de regels van het systeem, de integriteit van het proces en de afwezigheid van discretionaire selectie van kandidaturen te waarborgen.

Geen enkele ontvankelijke kandidatuur mag van de loting worden uitgesloten, tenzij om een objectieve, verifieerbare en traceerbare reden die verband houdt met de niet-naleving van de voorwaarden bepaald in dit reglement of in het reglement betreffende de Nieuwe Assemblee van de Inwoners.

Daartoe worden de kandidaturen verdeeld volgens de in artikel 8 vastgelegde diversiteitscriteria, zoals vermeld in het inschrijvingsformulier, zodat sociodemografische profielen binnen de steekproef kunnen worden geïdentificeerd en een divers samengesteld panel, evenals een reservelijst, kan worden gevormd.

De geselecteerde personen worden individueel gecontacteerd om hun deelname te bevestigen. In geval van weigering wordt in vervanging voorzien via de reservelijst, waarbij gezocht wordt naar een gelijkaardig profiel, teneinde de diversiteit van de Assemblee te behouden.

Voor de lopende legislatuur wordt het panel samengesteld via één enkele loting aan het begin van de legislatuur. De vervangingen gebeuren vervolgens geleidelijk via de reservelijst, overeenkomstig het NAI-reglement, teneinde de continuïteit van de werkzaamheden en de samenhang van de collectieve bijdrage van de Assemblee te waarborgen, met name bij de voorbereiding van het memorandum.

Indien de reservelijst vóór het einde van de legislatuur is uitgeput en een vervanging noodzakelijk blijkt, kan de Gemeente een aanvullende oproep tot kandidaturen organiseren, eventueel gevolgd door een aanvullende gestratificeerde loting, overeenkomstig de in dit reglement vastgelegde principes.

Artikel 8. Stratificatiecriteria

De gestratificeerde loting gebeurt op basis van de volgende criteria, met als enige doel de diversiteit van het panel te garanderen:

- geslacht (vrouw/man);
- leeftijdscategorie, aan de hand van het geboortjaar, volgens de verdeling in artikel 6, punt B);
- opleidingsniveau;
- beroepssituatie;
- type huishouden en aantal kinderen ten laste;
- verblijfsduur in Oudergem;
- huisvestingstype;
- voorkeurstaal voor deelname;
- locatie (wijk of sector), op basis van het vrijwillig ingevulde adres.

Deze criteria zijn bedoeld om de diversiteit van het panel te waarborgen. Ze streven geen strikte representativiteit na van de bevolking van Oudergem.

Artikel 9. Kennisgeving aan de kandidaten volgens hun statuut

Na de loting wordt elke kandidaat persoonlijk op de hoogte gebracht van zijn of haar statuut, volgens deze modaliteiten:

- Geselecteerde kandidaat: de Dienst Participatie brengt de kandidaat op de hoogte van de selectie en vraagt om zijn of haar deelname te bevestigen. De kennisgeving vermeldt de rechten en plichten van het mandaat en informatie over de verwerking van zijn of haar gegevens.
- Kandidaten op de reservelijst: de Dienst Participatie brengt hen op de hoogte van hun statuut als reserve, licht het doel van de reservelijst toe (vervanging van een lid dat in gebreke blijft), vermeldt hoe lang hun gegevens worden bewaard en welke contactmodaliteiten er zijn als ze worden opgeroepen.
- Niet-geselecteerde kandidaten: de Dienst Participatie brengt hen op de hoogte van hun niet-selectie en vermeldt dat hun gegevens worden verwijderd conform de bewaartermijnen in artikel 19.

Afdeling 3 — Aanvullende selectiemodaliteiten

Artikel 10. Individuele mobiliserende en lokale initiatieven

Naast de open oproep kan de gemeente, binnen de grenzen van de beschikbare middelen, initiatieven opzetten voor individuele mobilisering en begeleiding bij de inschrijving, om doelgroepen die doorgaans ondervertegenwoordigd blijven te helpen zich kandidaat te stellen. Zulke initiatieven kunnen zijn: permanenties, telefonische ondersteuning, inschrijving met papier of acties op het terrein.

Wanneer terreinmedewerkers, en met name straathoekwerkers van de Dienst Preventie, deelnemen aan zulke initiatieven, doen zij dat als gemeentambtenaar onder het gezag van de verwerkingsverantwoordelijke, en niet als verwerkers.

Zodra het panel is opgericht, kan de Dienst Participatie gericht gaan mobiliseren om de effectieve betrokkenheid van de geselecteerde personen en, in voorkomend geval, de reserven te faciliteren.

Artikel 11. Gerichte informatieverstrekking

Als na de finale loting bepaalde profielen ondervertegenwoordigd blijven in het panel kan de Dienst Participatie, met de steun van het lokale verenigingsleven en de Dienst Preventie, gericht gaan informeren of uitnodigen om zich kandidaat te stellen.

Voor de toepassing van dit reglement wordt de territoriale ligging beoordeeld op basis van de statistische sectoren in de zin van Statbel, zoals die door het BISA op het niveau van het Brussels Gewest worden gebruikt

Partnerorganisaties informeren de betrokken personen dan over het bestaan van het mechanisme en hoe ze zich kandidaat kunnen stellen. Persoonsgegevens worden alleen doorgegeven aan de gemeente als de betrokken personen daar vooraf van op de hoogte zijn gebracht en uitdrukkelijk hebben gevraagd dat de gemeente in het kader van de NAI opnieuw contact met hen opneemt.

De overdracht is beperkt tot de naam, voornaam en contactgegevens die strikt noodzakelijk zijn.

Gegevens met betrekking tot bestaansonzekerheid, sociale bijstand, gezondheidstoestand of andere gegevens die vallen onder artikel 9 van de AVG mogen niet worden overgedragen.

De Dienst Participatie informeert de betrokkene uiterlijk op het moment van het eerste rechtstreekse contact, door middel van een informatiedrager die is opgesteld in overeenstemming met artikel 14 van de AVG, waarbij in het bijzonder de gegevensbron, de doeleinden, de wettelijke grondslag van de verwerking en de rechten van de betrokkene worden gespecificeerd.

Deelname is vrijwillig; iedereen die wordt benaderd is vrij om te aanvaarden of te weigeren, zonder gevolgen.

Hoofdstuk III - Verwerking van persoonsgegevens

Afdeling 1 — Verwerkingsverantwoordelijke en wettelijke grondslag

Artikel 12. Verwerkingsverantwoordelijke

De verantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens die verzameld worden in het kader van de selectie en werking van de NAI is de gemeente Oudergem, vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen.

De operationele coördinatie van de verwerking gebeurt door de Dienst Participatie, onder het gezag van het college.

Voor vragen of klachten over de verwerking van persoonsgegevens kan iedereen contact opnemen met de gegevensbeschermingsfunctionaris van de gemeente. De contactgegevens staan op de speciale pagina "NAI – AVG" van het officiële platform van de gemeente en op de website van de gemeente.

Artikel 13. Wettelijke grondslag van de gegevensverwerking

De verwerkingen van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de oprichting en werking van de NAI gebeuren op basis van artikel 6, lid 1, punt e) van de AVG: de verwerking is noodzakelijk voor de vervulling van een taak van algemeen belang in het kader van dit reglement en het NAI-reglement, zoals goedgekeurd door de gemeenteraad.

Artikel 14. Effectbeoordeling (DPIA)

Conform artikel 35 van de AVG wordt er een gegevensbeschermingseffectbeoordeling uitgevoerd voorafgaand aan de operationele uitvoering van het NAI-mechanisme, inclusief de componenten voor de selectie, werking, betaling van vergoedingen, publicatie van deliverables en, indien van toepassing, foto/video-opnames.

Bij wezenlijke wijzigingen aan de verwerking wordt deze beoordeling bijgewerkt.

De beoordeling wordt op verzoek ter beschikking gesteld van de gegevensbeschermingsautoriteit, in overeenstemming met de AVG.

Afdeling 2 — Doeleinden en categorieën van verwerkte gegevens

Artikel 15. Verwerkingsdoeleinden

De persoonsgegevens die in het kader van dit reglement worden verzameld, worden uitsluitend verwerkt voor de volgende doeleinden:

- organisatie van de open oproep tot kandidaatstelling en beheer van de vrijwillige inschrijvingen;
- samenstelling van de NAI via gestratificeerde loting onder de inschrijvingen;
- samenstelling en beheer van de reservelijst, tot maximaal tweehonderd (200) reserven, en vervangingen indien en wanneer nodig;
- communicatie met geselecteerde leden, reserven en niet-geselecteerde kandidaten;
- organisatie van de werkzaamheden van de Assemblee gedurende het mandaat;
- betaling van de forfaitaire deelnamevergoeding aan de geselecteerde leden.

Elk ander gebruik van gegevens dan de hierboven vermelde doeleinden is verboden, tenzij dit wettelijk verplicht is.

Artikel 16. Categorieën van verwerkte gegevens

Dit zijn de categorieën van verwerkte gegevens:

§ 1. Identificatie- en contactgegevens:

naam, voornaam, adres, e-mailadres of telefoonnummer.

§ 2. (Niet-gevoelige) Sociodemografische gegevens:

geslacht, geboortejaar, berekende leeftijdscategorie, opleidingsniveau, beroepssituatie, type huishouden, aantal kinderen ten laste, verblijfsduur in Oudergem, huisvestingstype, taal van deelname, locatie op basis van adres.

§ 3. Financiële gegevens (alleen van geselecteerde leden):

bankrekeningnummer (IBAN), dat uitsluitend wordt verzameld voor het betalen van de deelnamevergoeding.

§ 4. Technische gegevens:

de gegevens die automatisch worden gegenereerd bij het gebruik van het platform, zoals de datum en het tijdstip van toegang, de werkingssporen, alsook de informatie die nodig is voor de beveiliging van het platform en voor de detectie van incidenten, voor zover dit strikt noodzakelijk is voor de goede werking, de audit en de beveiliging van de dienst

§ 5. Optionele gegevens:

Identificerende foto's en video-opnames gemaakt op NAI-gerelateerde evenementen, alleen als de betrokken persoon er uitdrukkelijk mee heeft ingestemd in een aparte toestemmingsovereenkomst.

§ 6. Uitsluiting van gevoelige gegevens:

De Gemeente verzamelt geen gegevens die onder artikel 9 van de AVG vallen, zoals gezondheidsgegevens, etnische of raciale afkomst, politieke opvattingen, religieuze of filosofische overtuigingen of gegevens met betrekking tot sociale bijstand. Er worden geen medische attesten, certificaten of gezondheidsgerelateerde gegevens verzameld noch bewaard.

Enkel de kwalificatie “gerechtvaardigde afwezigheid” of “ongerechtvaardigde afwezigheid” mag worden geregistreerd met het oog op de opvolging van de effectieve deelname aan de werkzaamheden, overeenkomstig de modaliteiten voorzien in het reglement betreffende de Nieuwe Assemblee van de Inwoners van Oudergem.

Afdeling 3 — Ontvangers en verwerkers**Artikel 17. Ontvangers van de gegevens**

Persoonsgegevens zijn alleen toegankelijk voor de volgende ontvangers, en enkel binnen de grenzen van hun verantwoordelijkheden:

- bevoegde ambtenaren van de Dienst Participatie, voor de samenstelling en werking van de NAI;
- de Dienst Financiën van de gemeente, voor de gegevens die strikt noodzakelijk zijn voor de betaling van de deelnamevergoedingen (met name het IBAN) van de geselecteerde leden;
- de host en exploitant van het officiële participatieplatform en inschrijvingsformulier, volgens de bepalingen van de DPA; deze host en exploitant verwerkt de gegevens alleen op basis van gedocumenteerde instructies van de gemeente en heeft geen toegang voor andere doeleinden;
- verwerkers van de host en exploitant van het officiële participatieplatform, uitsluitend met voorafgaande schriftelijke toestemming van de gemeente en op voorwaarde dat zij gehouden zijn door gelijkwaardige verplichtingen inzake gegevensbescherming;

- de werkelijke geïnstalleerd leden van de Assemblee: alleen de voornaam en één contactkanaal van hun medeleden, tenzij het lid in kwestie uitdrukkelijk vraagt om een ander kanaal te gebruiken.

Er worden geen persoonsgegevens doorgegeven aan derden buiten het systeem zonder de nodige wettelijke basis in de zin van de AVG.

Artikel 18. Verwerkingsplaats en doorgiften buiten de EER

Op de datum van inwerkingtreding van dit reglement vindt in het kader van de NAI-regeling geen enkele doorgifte van persoonsgegevens buiten de Europese Economische Ruimte plaats.

Indien in de toekomst toch een doorgifte van persoonsgegevens naar een derde land of een internationale organisatie zou plaatsvinden, kan dit uitsluitend gebeuren met naleving van de voorwaarden bepaald in de artikelen 44 tot en met 49 van de AVG. De Gemeente zal de betrokken personen daarvan vooraf in kennis stellen in de NAI-AVG-verklaring.

Afdeling 4 — Bewaartermijnen

Artikel 19. Bewaartermijnen

Persoonsgegevens worden voor de volgende termijnen bewaard, vanaf de datum waarop ze zijn verzameld of een bepaalde triggergebeurtenis:

Gegevenscategorie	Bewaartermijn	Betrokken personen
Niet-geselecteerde kandidaten	Tot de definitieve samenstelling van het panel en de reservelijst, daarna worden ze binnen dertig (30) dagen verwijderd.	Alle niet-geselecteerde ingeschreven kandidaten.
Reserven (reservelijst)	Gedurende de hele legislatuur, en uitsluitend voor vervanging waar nodig. Maximum: tweehonderd (200) reserves.	Ingeschreven kandidaten die niet werden geselecteerd bij de loting.
Geselecteerde leden	durende de volledige duur van het mandaat, verlengd met één (1) jaar vanaf het einde ervan, teneinde de administratieve afsluiting van de regeling, het beheer van eventuele betwistingen of controles, alsook de afhandeling van de administratieve verplichtingen die met het mandaat samenhangen, mogelijk te maken, waarna een beveiligde vernietiging plaatsvindt.	Actieve leden van de Assemblee.
Financiële gegevens (IBAN)	In overeenstemming met de wettelijke verplichtingen voor gemeenten om een boekhouding bij te houden (definitieve vaststelling van de rekeningen + tien jaar).	Geselecteerde leden die een vergoeding ontvangen.
Technische gegevens (logs)	Twaalf (12) maanden vanaf hun ontstaan, daarna verwijdering of anonimisering.	Iedereen die het platform heeft gebruikt.

Gegevenscategorie	Bewaartermijn	Betrokken personen
Foto's / video's (optioneel)	Gedurende de duur van het mandaat van de NAI, zonder dat deze duur meer dan twee (2) jaar vanaf de opname mag bedragen, of tot de toestemming wordt ingetrokken indien dit vóór het verstrijken van die termijn gebeurt, waarna de gegevens worden verwijderd.	Personen die hebben ingestemd met de opname.

Aan het einde van de prestatie retourneert en exporteert de host en exploitant van het officiële participatieplatform de gegevens in overeenstemming met de overdraagbaarheidsclausule in de DPA. Vervolgens verwijdert of vernietigt hij alle resterende kopieën na de overdracht, in overeenstemming met de gedocumenteerde instructies van de verwerkingsverantwoordelijke.

Afdeling 5 — Beveiliging van de gegevens

Artikel 20. Beveiligingsmaatregelen

De Dienst Participatie neemt de nodige technische en organisatorische maatregelen om een beveiligingsniveau te waarborgen dat is afgestemd op de risico's, overeenkomstig artikel 32 van de AVG. Deze maatregelen omvatten met name:

- de toegang tot gegevens is beperkt tot bevoegde gemeenteambtenaren, op een 'need-to-know'-basis;
- de beveiligde opslag van gegevens op de infrastructuur van de gemeente en, voor het participatieplatform, bij de host en exploitant van het officiële participatieplatform, in het kader van de garanties die in de DPA zijn opgenomen;
- de beveiligde vernietiging van gegevens na het verstrijken van de termijnen zoals bepaald in artikel 19;
- het pseudonimiseren of anonimiseren van gegevens tijdens de loting, voor zover dit technisch mogelijk is.

In geval van een inbreuk in verband met persoonsgegevens stelt de host en exploitant van het officiële participatieplatform de gemeente onverwijld op de hoogte, uiterlijk binnen vierentwintig (24) uur nadat die kennis heeft genomen van het incident, en bezorgt hij ook alle relevante documentatie die de gemeente in staat stelt te voldoen aan haar verplichtingen tot kennisgeving aan de Gegevensbeschermingsautoriteit overeenkomstig artikel 33 van de AVG.

Afdeling 6 — Rechten van de betrokkenen

Artikel 21. Toepasselijk recht

Elke persoon die betrokken is bij de verwerkingen die onder dit reglement vallen, heeft de volgende rechten, volgens de bepalingen en binnen de grenzen die zijn vastgelegd in de AVG:

- recht van inzage voor gegevens die hem/haar betreffen (art. 15 AVG);
- recht op rectificatie van onjuiste of onvolledige gegevens (art. 16 AVG);
- recht op gegevenswissing in de gevallen waarin de AVG voorziet en binnen de grenzen die gelden voor de taak van algemeen belang (art. 17 AVG);
- recht op beperking van de verwerking (art. 18 van de AVG);
- recht van bezwaar, vanwege redenen die specifiek met zijn of haar situatie verband houden (art. 21 AVG), behoudens dwingende gerechtvaardigde gronden;
- recht om toestemming in te trekken wanneer de verwerking is gebaseerd op de toestemming, en de intrekking geen invloed heeft op de rechtmatigheid van een eerdere verwerking;
- recht op overdraagbaarheid in gevallen waarin dit recht van toepassing is.

Deze rechten worden uitgeoefend in overeenstemming met de bepalingen voorzien in de AVG en onverminderd eventuele beperkingen die voortvloeien uit de aard van de beoogde taak van algemeen belang.

Artikel 22. Uitoefening van rechten en beroepsmogelijkheden

Om de rechten zoals bedoeld in artikel 21 uit te oefenen of voor vragen over de verwerking van gegevens,

kan iedereen contact opnemen met de gegevensbeschermingsfunctionaris van de gemeente. De contactgegevens staan op de speciale pagina "NAI – AVG" van het officiële platform van de gemeente.

De gemeente beantwoordt elk verzoek tot uitoefening van rechten binnen één (1) maand na ontvangst van het verzoek, in overeenstemming met artikel 12 van de AVG. Deze termijn kan met twee (2) maanden worden verlengd in geval van complexe of talrijke verzoeken, op voorwaarde dat de gemeente de betrokkene binnen de oorspronkelijke termijn op de hoogte brengt.

Elke betrokkene die van mening is dat de verwerking van zijn of haar persoonsgegevens in strijd is met de AVG of de wet van 30 juli 2018, kan een klacht indienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit (Drukpersstraat, 35 - 1000 Brussel - www.gegevensbeschermingsautoriteit.be), onverminderd enig ander administratief of gerechtelijk rechtsmiddel.

Afdeling 7 — Verwerking en overeenstemming met de DPA

Artikel 23. Verplichtingen van de verwerker

De host en exploitant van het officiële participatieplatform verwerkt, als verwerker in de zin van artikel 28 van de AVG, persoonsgegevens alleen op basis van gedocumenteerde instructies van de gemeente. Voor uitbesteding aan verwerkers is de voorafgaande schriftelijke toestemming van de gemeente vereist.

De verplichtingen van de verwerker worden gespecificeerd in de DPA die is afgesloten met de gemeente, in overeenstemming met artikel 28 van de AVG.

De DPA vult dit reglement aan zonder ervan af te wijken of de garanties ervan te verminderen ten nadele van de betrokken personen.

In geval van tegenstrijdigheden zorgt de gemeente ervoor dat de DPA in overeenstemming wordt gebracht met dit reglement en met de AVG.

Artikel 24. Register van de verwerkingsactiviteiten

De verwerking van persoonsgegevens in het kader van de selectie en werking van de NAI is opgenomen in het register van verwerkingsactiviteiten van de gemeente, dat wordt bijgehouden door de Dienst Participatie onder toezicht van de functionaris voor gegevensbescherming, overeenkomstig artikel 30 van de AVG.

Afdeling 8 — Transparantie en informatie

Artikel 25. NAI-privacyverklaring en bekendmaking van de procedure

De selectieprocedure, de inhoud van het inschrijvingsformulier en de informatie betreffende de verwerking van persoonsgegevens zijn toegankelijk voor het publiek via de officiële kanalen van de gemeente, met name via het officiële participatieplatform van de gemeente en de speciale pagina "NAI – AVG".

De NAI-privacyverklaring bevat ten minste de volgende informatie: verwerkingsdoeleinden, categorieën van verzamelde gegevens, wettelijke grondslag, ontvangers, bewaartermijnen, rechten van betrokkenen en de modaliteiten om die uit te oefenen.

Elke substantiële bijwerking van de verwerkingsmodaliteiten — met betrekking tot de doeleinden, gegevenscategorieën, ontvangers, bewaartermijnen of wettelijke grondslagen — gaat gepaard met een bijwerking van de NAI-privacyverklaring en wordt meegedeeld aan de betrokkenen in overeenstemming met de artikelen 13 en 14 van de AVG.

Elke wijziging van de verwerker die verantwoordelijk is voor hosting en beheer van het officiële participatieplatform zal ook worden bijgewerkt in de NAI-privacyverklaring.

Hoofdstuk IV — Slotbepalingen

Artikel 26. Inwerkingtreding

Dit reglement treedt op hetzelfde moment in werking als het NAI-reglement.

Artikel 27. Uitvoering

Het college van burgemeester en schepenen wordt belast met de uitvoering van dit reglement.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 26 juni 2026

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos